

# Introduction

## Création et mandat

On trouvera ci-après le rapport de la troisième session du Groupe d'experts éminents en matière d'éthique alimentaire et agricole, créé par le Directeur général, conformément aux dispositions de l'Article VI.4 de l'Acte constitutif de la FAO et de l'Article XXXV du Règlement général de l'Organisation, pour une durée de quatre ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000. Le Groupe s'est réuni à deux reprises au cours de ses quatre années d'existence<sup>1</sup>. Le mandat du Groupe a été renouvelé pour une nouvelle période de quatre ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004. Le Groupe a pour mission de sensibiliser l'opinion publique et de donner au Directeur général des avis sur les questions d'éthique alimentaire et agricole. On trouvera son mandat à l'Annexe 1.

## Composition

Le Directeur général a nommé huit experts éminents justifiant de compétences reconnues dans les domaines de l'éthique, de la philosophie, des sciences humaines ou dans des disciplines économiques, juridiques, ou scientifiques dans lesquels ils se sont forgés une solide expérience des questions d'éthique. Les membres du Groupe, qui ont une grande autorité morale et sont tous de réputation internationale ou régionale, ont été désignés à titre personnel pour siéger au sein du Groupe pendant quatre ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004. Les membres nommés pour la période 2004-07 sont: M. Francisco J. Ayala (États-Unis d'Amérique), Mme Ruth Chadwick (Royaume-Uni), Mme Chee Yoke Ling (Malaisie), M. Carlos María Correa (Argentine), M. Souleymane Bachir Diagne (Sénégal), M. Asbjørn Eide (Norvège), Mme Cecilia A. Florencio (Philippines) et M. Tewolde Berhan Gebre Egziabher (Éthiopie). M. Ayala et M. Eide étaient déjà membres du premier Groupe d'experts. Tous les autres membres sont de nouveaux venus. On trouvera à l'Annexe 2 une biographie succincte de chaque membre du Groupe.

## Organisation des travaux

Le Groupe a tenu sa troisième session au Siège de la FAO, à Rome, du 14 au 16 septembre 2005 sous la présidence de M. Eide.

Le Groupe a rappelé les préoccupations éthiques et les responsabilités fondamentales énoncées dans le rapport de sa deuxième session et a insisté sur la nécessité grandissante d'intégrer les considérations éthiques à la prise des décisions relatives à l'alimentation et à l'agriculture, au plan tant national qu'international. Le besoin s'en fait tout particulièrement sentir actuellement, compte tenu du rythme auquel les ressources naturelles limitées de la planète s'appauvrissent, de la mise au point de technologies très performantes d'exploitation des ressources, et de l'interdépendance grandissante liée à la mondialisation, qui sont autant

<sup>1</sup> Voir FAO. 2001, *Rapport du Groupe d'experts éminents en matière d'éthique alimentaire et agricole; première session, 26-28 septembre 2000*. Rome (disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/DOCREP/003/X9600F/X9600F00.htm>); et FAO 2003. *Rapport du Groupe d'experts éminents en matière d'éthique alimentaire et agricole; deuxième session, 18-20 mars 2002*. Rome (disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/DOCREP/005/Y8265F/Y8265F00.htm>).

de phénomènes susceptibles de menacer les équilibres naturels et de restreindre la marge de manœuvre des générations futures. Tout en reconnaissant que l'opinion publique n'est pas suffisamment consciente du problème et que nombre des questions soulevées doivent faire l'objet d'une analyse plus systématique, le Groupe a rappelé que d'importants changements s'étaient produits, à la FAO et ailleurs. Au sein de l'Organisation, la création d'un comité et d'un sous-comité interdépartementaux a facilité le débat interne et a donné lieu à la publication périodique de documents et de rapports très utiles traitant des questions considérées. Par ailleurs, le Secrétaire général des Nations Unies a créé un Comité interinstitutions sur la bioéthique afin de promouvoir la coopération et la coordination, tandis que la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) doit se prononcer sur l'adoption d'un *projet de Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme*<sup>2</sup>.

Les experts de la FAO ont présenté les différents points de l'ordre du jour de la session (voir Annexe 3). Une réunion a été organisée avec les membres du Comité et du Sous-Comité de la FAO en matière d'éthique alimentaire et agricole afin de permettre aux membres du Groupe et aux agents de la FAO de procéder à un échange de vues. Dans la mesure où les nouveaux membres du Groupe se réunissaient pour la première fois et ne disposaient que de trois jours pour examiner les questions à leur ordre du jour, les participants ont jugé prématuré de formuler des conclusions précises à l'issue des débats. Il a donc été décidé que les travaux préparatoires se poursuivraient avant la session suivante, en partie grâce aux documents de travail préparés par les membres du Groupe et par des échanges approfondis entre les membres. Le présent rapport ne fait donc que rendre compte des considérations générales et des grands enjeux évoqués par le Groupe à sa troisième session. Le rapport relatif à la prochaine période biennale les examinera de manière plus détaillée. Le présent rapport s'inscrit dans le droit fil des rapports des deux précédentes sessions du Groupe, tenues respectivement en 2000 et 2002.

### Documentation

Le Groupe a examiné, entre autres documents, plusieurs publications récentes de la FAO sur l'éthique alimentaire et agricole et divers projets de document sur l'éthique, actuellement en cours de préparation. On trouvera à l'Annexe 4 la liste complète des documents examinés au cours de la réunion.

Les opinions exprimées au présent rapport et les conclusions qui y sont présentées n'engagent que les membres indépendants du Groupe, et ne sont pas nécessairement celles de la FAO ou de ses Membres. ●

<sup>2</sup> Cette déclaration a été adoptée le 19 octobre 2005.

# Débats, conclusions et recommandations du Groupe

Les problèmes liés à la faim et à la malnutrition dans le monde soulèvent un certain nombre de questions d'éthique. Le principal enjeu est de faire en sorte que la population mondiale dans son ensemble ait accès, au plan tant économique que physique, à une alimentation adéquate, tout en veillant à ce que les aliments consommés soient sains et sans danger et que les modes de production alimentaire soient respectueux de l'environnement et compatibles avec la préservation des ressources non renouvelables. Si le monde peut désormais produire assez d'aliments pour nourrir

l'ensemble de la population, on n'a pas encore trouvé les moyens nécessaires pour que les aliments produits soient distribués et consommés de manière adéquate. Pour corriger les inégalités inacceptables que l'on observe actuellement en matière d'accès, et qui font que des centaines de millions de personnes souffrent de la faim et de la malnutrition dans un monde d'abondance, et pour garantir une production alimentaire durable, il convient de prendre des mesures dans de nombreux domaines, qui peuvent tous soulever des questions d'ordre éthique.

Les débats du Groupe à sa troisième session ont porté principalement sur les neuf thèmes suivants: i) questions d'éthique en matière de pêche; ii) éthique et sécurité sanitaire des aliments; iii) questions d'éthique relatives à l'aide alimentaire; iv) éthique d'une intensification durable de l'agriculture; v) considérations éthiques liées au bien-être des animaux et à l'intensification de la production animale; vi) considérations éthiques liées à la mondialisation de l'alimentation et de l'agriculture; vii) Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale; viii) biens mondiaux, services mondiaux et privatisation; ix) droits de propriété intellectuelle. Le présent chapitre contient des recommandations succinctes pour chacun des thèmes débattus. On trouvera au chapitre suivant des informations plus détaillées, notamment sur les questions qui seront à nouveau examinées lors de la prochaine session du Groupe.

## QUESTIONS D'ÉTHIQUE EN MATIÈRE DE PÊCHE

Le Groupe a pris connaissance avec intérêt du document *Questions d'éthique en matière de pêche*<sup>3</sup> et a recommandé que des mesures soient prises afin de donner une application concrète aux principes qui y sont énoncés. Le Groupe a préconisé à cette fin l'élaboration de directives techniques sur l'application d'un cadre éthique à l'appui de la mise en œuvre du Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable. Ces directives devraient être élaborées par le Département des pêches, à la lumière des recommandations pertinentes du Groupe et d'autres sources faisant autorité en la matière.

<sup>3</sup> FAO. 2005. *Questions d'éthique en matière de pêche*. Collection FAO: questions d'éthique n° 4. Rome (disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/DOCREP/008/y6634f/y6634f00.htm>).

## **ÉTHIQUE ET SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS**

Les produits d'origine animale et végétale qui constituent notre alimentation peuvent être impropres à la consommation en raison de facteurs très divers (organismes pathogènes, présence de contaminants introduits accidentellement, frelatage délibéré, entre autres exemples). Des législations nationales et internationales ont été adoptées afin de garantir la sécurité sanitaire des aliments et de faire en sorte que les niveaux de contaminants dans les aliments soient aussi faibles que possible.

Notre connaissance de la sécurité sanitaire des aliments nous a été transmise par les générations précédentes. Le génie génétique remet en question toutes nos certitudes, dans la mesure où il permet de modifier la structure génétique d'un organisme végétal ou animal et, partant, la composition de nos aliments. Le Groupe, comme il l'avait fait lors de ses deux précédentes sessions, a fait part des craintes que lui inspirent les impacts environnementaux, sanitaires et socioéconomiques potentiels du génie génétique et des organismes génétiquement modifiés (OGM). Tant qu'il n'aura pas été prouvé que les aliments transgéniques présentent des avantages qui l'emportent sur toute autre considération, le principe de précaution, qui est le fondement du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, doit conduire à privilégier les aliments non génétiquement modifiés. Dans les cas où les aliments transgéniques présentent un intérêt patent, il importe malgré tout de procéder à des analyses exhaustives afin de s'assurer de leur innocuité. Il convient également de prêter une attention toute particulière aux normes culturelles et religieuses relatives aux types d'aliments qui peuvent être consommés et à la façon dont ils doivent être manipulés pour être acceptables pour certaines cultures et religions. La société mondialisée doit désormais être à l'écoute de ces préoccupations, qui sont généralement de dimension locale. Il convient aussi de faire preuve de discernement dans le choix des transgènes introduits dans les aliments transgéniques.

## **QUESTIONS D'ÉTHIQUE RELATIVES À L'AIDE ALIMENTAIRE**

Le Groupe a reconnu que la communauté internationale s'était dotée de capacités institutionnelles considérablement renforcées pour être en mesure de fournir une aide alimentaire en situation de crise, mais recommande que des mesures préparatoires supplémentaires soient prises afin de garantir des approvisionnements suffisants en aliments adaptés, culturellement acceptables et sans danger, conformément à des modalités de nature à faciliter le relèvement des régions sinistrées et le rétablissement durable et aussi rapide que possible de la sécurité alimentaire dans les zones touchées.

## **CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES LIÉES AU BIEN-ÊTRE DES ANIMAUX ET À L'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION ANIMALE**

Le Groupe a recommandé que la FAO aborde de manière globale les questions considérées, en tenant compte notamment de toute la gamme des liens qui se sont tissés au fil

des siècles entre les humains et les animaux dans les différentes cultures et sociétés du monde, et de leurs fondements éthiques respectifs. Le Groupe est d'avis que la FAO devrait examiner les incidences éthiques de l'application, à des fins de production pharmaceutique et de clonage, de technologies nouvelles et émergentes, et notamment du génie génétique animal.

## **ÉTHIQUE ET INTENSIFICATION AGRICOLE DURABLE**

Le Groupe a rappelé la recommandation qu'il avait adoptée à sa deuxième session, tenue en 2002, et dans laquelle il soulignait que l'intensification agricole pouvait, et devait être respectueuse de l'environnement, sans accentuer la dépendance à l'égard de ressources naturelles et l'appauvrissement progressif de ces ressources, et garantir le respect de la biosphère mondiale. Les questions d'éthique relatives à l'intensification agricole vont au-delà de considérations purement utilitaires liées à la nécessité d'éviter la faim et la malnutrition; elles renvoient aussi à des aspects comme la préservation, voire l'enrichissement de traditions uniques, qui sont représentatives des particularismes nationaux et de la diversité des populations humaines.

## **LA FAIM, LA MALNUTRITION ET LES DIRECTIVES SUR LE DROIT À L'ALIMENTATION**

Comme il l'avait fait à sa précédente session, le Groupe s'est dit profondément inquiet face aux problèmes de dimension mondiale liés à la faim et à la sous-alimentation, dans un monde d'abondance. Il s'est félicité de l'adoption, en novembre 2004, par le Conseil de la FAO, des Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (Directives sur le droit à l'alimentation) et a recommandé que les États appliquent ces directives dans leur intégralité, aux fins d'actions plus résolues visant à éliminer la faim dans le monde.

D'un point de vue éthique, il est impératif d'engager des efforts accrus pour éliminer la sous-alimentation et les carences en micronutriments. Cela étant, la malnutrition se manifeste sous des formes qui varient d'une région à l'autre du monde en développement, et à l'intérieur d'une même région. Sous-alimentation et suralimentation coexistent parfois, entraînant ce qu'il est convenu d'appeler le «double fardeau de la malnutrition». Le Groupe a rappelé, à l'intention des États, que la Directive 10.2 des Directives sur le droit à l'alimentation encourage les États à prendre des mesures, notamment par l'éducation, l'information et la réglementation applicable à l'étiquetage des produits alimentaires, pour prévenir la surconsommation et les régimes alimentaires déséquilibrés, qui peuvent entraîner la malnutrition, l'obésité et les maladies dégénératives. Les États, dans chacune de leurs actions, doivent tenir compte de principes importants liés aux droits de l'homme comme la non-discrimination, la participation et la responsabilité, et ne doivent pas se servir de l'alimentation comme d'un instrument à des fins politiques et économiques.



## **MONDIALISATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE**

Lors de ses deux précédentes sessions, le Groupe avait souligné que si la mondialisation offre des possibilités nouvelles à certains groupes, elle peut aussi avoir des conséquences catastrophiques dans les pays en développement, et en particulier pour les communautés d'agriculteurs marginalisés et les populations rurales privées de terre et d'accès à d'autres ressources. Le Groupe à sa troisième session a examiné le travail analytique que la FAO mène actuellement sur les dimensions éthiques de la mondialisation et l'a encouragée à poursuivre ses activités dans ce domaine. Le Groupe s'est dit fermement convaincu que la concentration grandissante du pouvoir économique, l'érosion de la diversité culturelle, la réduction de l'espace régi par les politiques nationales et les autres changements qu'entraîne la mondialisation ne peuvent qu'accentuer les inégalités entre les pays et les régions d'un même pays. Les incidences alimentaires et agricoles de la mondialisation doivent être analysées à la lumière de principes éthiques et de droits de l'homme internationalement reconnus, et en particulier les droits à l'alimentation et à la santé. Cette analyse doit être interdisciplinaire et faire intervenir des parties prenantes de différentes cultures et régions. En conséquence, le Groupe a appelé la FAO et les autres organisations internationales, les États et la société civile à analyser les conséquences de la mondialisation dans les domaines alimentaire et agricole, à en suivre l'évolution et à mettre sur pied les institutions mondiales et les mécanismes de coopération nécessaires pour y apporter une réponse efficace, dans la mesure où elles touchent principalement les pauvres. Le Groupe a décidé d'examiner la question plus longuement à sa prochaine session, en vue de l'adoption de recommandations plus précises.

## **BIENS MONDIAUX, SERVICES MONDIAUX ET PRIVATISATION**

Le Groupe a souligné l'importance de «l'éthique du futur», qui doit nous aider à définir nos tâches et nos responsabilités face au «patrimoine commun de l'humanité», dont les biens publics et les services à caractère international font partie. Il a également insisté sur la nécessité de promouvoir l'émergence d'une société et d'une citoyenneté mondiales, et pas seulement la mondialisation des finances et de l'économie. Le Groupe, tout en convenant du caractère imprécis de l'expression «biens publics mondiaux», a mis l'accent sur les concepts fondamentaux d'*équité* et de *responsabilité intergénérationnelle*.

Le Groupe a invité les États et les organisations internationales compétentes à placer les biens publics mondiaux au cœur de la coopération internationale, ce qui suppose de mieux cerner la nature et la portée de ces biens. Il a appelé la communauté internationale à faire en sorte que les négociations relatives aux conventions et traités internationaux aient pour fondement la notion éthique d'humanité lors des débats sur le financement et la gestion des biens publics mondiaux, la protection des ressources naturelles (biodiversité), la propriété (privée ou collective), l'exploitation des ressources en usufruit et les droits d'accès.

Le Groupe s'est dit préoccupé par la tendance à la privatisation des ressources naturelles et du patrimoine commun de l'humanité (depuis le niveau local jusqu'à l'échelle interna-

tionale) qui accompagne la mise en œuvre des politiques de libéralisation économique. Il a appelé à une meilleure compréhension du phénomène et de ses incidences éthiques pour les communautés locales, les États nations et la communauté internationale, de sorte que des interventions adaptées puissent être définies en conséquence. Il est primordial d'intégrer l'idée selon laquelle les biens publics et les services mondiaux constituent un élément majeur de la construction de la paix et de la sécurité.

## **DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Le Groupe a engagé les États et les organisations internationales compétentes à adopter des mesures visant à corriger les dysfonctionnements liés à l'exercice des droits de propriété intellectuelle (DPI), qui devraient selon lui récompenser la création et l'invention dans toute leur authenticité, tout en veillant à ce que les informations génétiques et les processus biologiques demeurent dans le domaine public, et en autorisant le commerce licite des produits agricoles. ●

